

Paris, le 24 octobre 2017

PLF 2018 – Pourquoi nous nous abstenons

Le Projet de Loi de Finances (PLF) est un moment important de la vie politique française car il permet de fixer un cadre et une trajectoire. Par les choix budgétaires qu'il reflète, il n'existe pas d'indicateur plus fort pour traduire la politique qui sera mise en œuvre.

Dans ce PLF 2018, plusieurs orientations prises sont positives et nous voulons les saluer. Nous pensons à la volonté de réduire les déficits afin que la France puisse enfin s'inscrire dans une trajectoire budgétaire soutenable, en respectant les accords européens passés. La réduction de l'impôt sur les sociétés et la transformation du Crédit Impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en une baisse de charges pérenne sont des mesures nécessaires pour donner un nouveau souffle à notre économie. Nous pensons également à la sanctuarisation du budget de l'éducation qui reste le premier budget de la nation, en corollaire de celui de la culture qui permettra à la France de conserver son exception culturelle si enviée. Enfin, les crédits dédiés à la sécurité et à la justice démontrent bien la priorité qui est accordée à la lutte contre le terrorisme et la délinquance de droit commun.

Cependant, la libéralisation de notre économie ne doit pas sacrifier nos acquis sociaux ni se faire au détriment des catégories les plus modestes de la population. L'augmentation de la CSG, la suppression de l'ISF, la diminution des contrats aidés, sont de graves signaux envoyés à nos concitoyens qui risquent à terme de creuser davantage le fossé entre les catégories sociales.

Les collectivités territoriales sont une nouvelle fois montrées du doigt, et prises dans un cercle vicieux : comment feront-elles pour maintenir leurs services publics et favoriser la construction si la taxe d'habitation et les emplois aidés sont supprimés, et leur trajectoire sans cesse modulée ? La seule conséquence sera le retour de la fracture territoriale et du renforcement des inégalités avec des territoires marqués par une grande pauvreté à toutes les échelles.

Quant au logement et aux organismes HLM, alors que le quinquennat précédent avait permis la relance de la construction et le regain économique des entreprises du secteur, les dispositifs sont revus, les ressources abaissées, ce qui signe la fin de cet élan bénéfique pour les Français.

Toutes ces dispositions soulignent une méconnaissance de la diversité socio-économique de notre pays et de sa diversité territoriale par une valorisation de la France des métropoles au détriment de la France de la ruralité, par une valorisation des classes aisées au détriment des plus modestes, et nous avons l'impression d'assister à une contradiction d'objectifs, qui ne correspond pas au projet de société que nous voulons pour la France.

C'est pourquoi, face à ces importants points de désaccords sur lesquels nous attendons des évolutions, nous nous abstiendrons lors du vote du Projet de Loi de Finances pour l'année 2018 et nous espérons que le Gouvernement reviendra sur ses positions.

Sylvia Pinel, Présidente du Parti Radical de Gauche, Députée du Tarn-et-Garonne

Jeanine Dubié, Députée des Hautes-Pyrénées

Olivier Falorni, Député de Charente-Maritime